

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

## 2016 : L'HIVER ARRIVE

PAR

ALEXANDRA NOVOSSELOFF (\*)

2016, une nouvelle *annus horribilis* que beaucoup voudraient s'empresser d'oublier, marquée par quatre événements majeurs : la sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union européenne suite à un référendum populaire, la tentative ratée de coup d'Etat en Turquie, l'élection du milliardaire Donald Trump à la présidence des Etats-Unis et la chute d'Alep en Syrie. Une année encore pire que 2015 si on suit certaines interjections américaines commençant par la lettre « F » ? Il est un fait que cette année laisse, plus que les autres, une impression de « *pire année de tous les temps* » (1) ou au moins de ce début de siècle, cela même si on oubliait pour un moment l'hécatombe impressionnante parmi les artistes de la scène pop & rock.

Au plan des relations internationales, 2016 est-elle une année de transition, une année de repli ou l'année du basculement vers un autre monde, vers un nouvel ordre mondial ? Ou un peu tout cela à la fois ? Le monde que nous connaissons depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est-il en train de nous échapper, de se disloquer, de s'éparpiller, poussé par les vents du nationalisme, du protectionnisme et de la démagogie ? Est-on en train d'aller vers le désordre permanent, un bouleversement de nos repères ou vers un nouvel ordre ? L'écartèlement du monde est-il à l'œuvre ? (2) Le professeur Serge Sur posait la question à la fin de l'année 2014 : « *Et si nous étions entrés dans un nouvel avant-guerre, dont divers conflits locaux ou diffus sont comme les voltigeurs en attendant l'arrivée des affrontements majeurs ?* »

Ou alors sommes-nous dans un « entre-deux », dans une mauvaise passe, sur le chemin vers un monde meilleur ? C'est aujourd'hui dur de le croire, mais on ne peut l'exclure, ne serait-ce que pour éviter un pessimisme qui nous condamnerait par avance. Julian Fernandez constatait fin 2015 que « *l'ordre actuel [était] trouble* », le monde souffrant d'un déficit de pouvoir et de puissance. 2016 a été le témoin d'un monde divisé, violent, incertain et parfois anxiogène, ayant régressé sur beaucoup de ce qui était considéré comme des valeurs communes d'humanité et du vivre ensemble.

(\*) Chercheur invité au Center on International Cooperation (CIC) de l'Université de New York (Etats-Unis) et chercheur associé au Centre Thucydide de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

(1) Pour reprendre le titre du journal américain, *The New Yorker* : Jia TOLENTINO, « The worst year ever, until next year », *The New Yorker*, 14 déc. 2016.

(2) Le premier numéro de la revue américaine *Foreign Affairs* pose la question de cette sortie de l'ordre ancien : « Out of order? The future of the international system », vol. XCVI, n°1, janv.-fév. 2017.

Ne vit-on pas dans un monde à bout de souffle, qui arrive au bout de ses contradictions et qui s'apprête à hiberner ? Sommes-nous face à un simple ressac ou est-ce l'augure d'un tsunami ? Bref, l'hiver arrive, même si 2016 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée au plan climatique.

UN MONDE EN TRANSITION ?  
LA FIN DE L'APRÈS-GUERRE FROIDE ?

« *En 1991, après sa victoire dans la première guerre du Golfe et le rétablissement des frontières du Koweït, le président George Bush père avait évoqué un 'nouvel ordre mondial', fondé sur la stabilité des frontières politiques et sur l'effacement progressif des frontières commerciales. Un quart de siècle plus tard, cet ordre n'existe plus. Les frontières politiques sont bafouées sur les trois continents en Ukraine, au Moyen-Orient, en mer de Chine méridionale alors même que les peuples aspirent à rétablir davantage de protectionnisme* », analyse Renaud Girard (3). Comme le dit le nouveau secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres, nous vivons « *dans un monde qui n'est plus unipolaire et pas encore multipolaire, qui est chaotique. Les relations de pouvoir ne sont pas claires et il existe de l'impunité et de l'imprévisibilité partout* » (4). Bref, un monde brouillon, entre deux, qui se cherche après avoir essayé tant d'idéologies et de systèmes économiques et qui s'aperçoit que l'essentiel reste encore à faire.

Ce n'est plus la « fin de l'histoire » qui commence mais une nouvelle histoire qui s'esquisse. Certaines tendances sont là pour le montrer. En effet, la démocratie à l'occidentale est convalescente et souffre de ses démagogues et des nationalismes ; les excès de l'économie de marché et du libre-échangeisme font douter et menacent la survie même de notre planète ; l'idéologie n'est plus mais la religiosité et le conservatisme grandissent ; les puissances s'affirment de manière brutale ; l'Occident ne domine plus et a du mal à faire avancer ses valeurs droites de l'hommistes : pour la première fois, il mérite bien son nom, celui de « *l'empire du soleil couchant* » (5) ; les frontières deviennent des barrières sur lesquelles butent des milliers de réfugiés fuyant la guerre. Il existe par ailleurs, de la part de tous les « *déshérités* » de la Terre, une sorte de volonté de prendre une revanche sur ceux qui les ont dominés socialement, culturellement, économiquement, politiquement, stratégiquement, mais en choisissant le candidat, l'homme ou la femme politique qui leur apporte des solutions faciles, voire simplistes. Paradoxe entretenu. Monde naïf, monde sans stratégie, monde sans réflexion, où la réaction tient lieu de politique unique et indépassable. Monde appauvri, où même les plus forts peuvent perdre leurs repères et

(3) « *Après la diplomatie morale, le retour de la politique* », Entretien mené par Patrice DE MÉRITENS avec Dominique DE VILLEPIN et Renaud GIRARD, *Le Figaro*, 23 déc. 2016.

(4) Discours d'inauguration, 12 déc. 2016.

(5) Bruno LATOUR, « Entre globalisés et passésistes, le match reste nul », *Le Monde*, 12 nov. 2016.

ne font certainement plus la loi. L'imprévisible domine où les peuples se révoltent contre ce qui était prévu.

L'affirmation des puissances émergentes est en marche et celles-ci ne sont pas sur les mêmes lignes politiques que les puissances occidentales fatiguées. Elles veulent exister sans en avoir d'ailleurs toujours les moyens ; elles veulent prendre une place plus grande dans certaines instances internationales, en gardant la frustration de ne pouvoir y parvenir car les membres du « club » les en empêchent.

Les organisations internationales sont décriées ou fatiguées, faute d'investissement de la part de leurs Etats membres depuis des décennies, boucs émissaires faciles de l'impuissance de ces Etats et de leurs dirigeants. L'Union européenne (UE) a été particulièrement malmenée en 2016 par le « oui » britannique au référendum sur la sortie ou le maintien en son sein. 52% des Britanniques ont ainsi voté en faveur du « Brexit ». Depuis, les nouvelles autorités britanniques tergiversent et l'Europe est entrée en convalescence. On cherche les points de convergence entre les Etats européens, incapables de s'accorder sur les deux grands dossiers de l'année qu'ont constitués la crise migratoire et celle des réfugiés, et la relation de l'UE avec la Russie. La politique commune de sécurité et de défense de l'UE est également en panne. L'Union européenne de 2016 se caractérise davantage par une absence de solidarité entre ses membres que par le partage d'une vision politique commune. C'est là l'effet de politiques individualistes, notamment en termes d'immigration et d'accueil de réfugiés, mais c'est aussi sans doute celui de l'élargissement de l'Union, dominé par l'économique au détriment du politique. L'Union européenne reste avant tout un marché commun et a du mal à élaborer une vision politique commune, d'autant plus quand certains de ses Etats cèdent aux sirènes du nationalisme et de la xénophobie. Nulle part les dirigeants n'arrivent à faire œuvre d'explication et de modération. Pour combien de temps encore le rempart européen tiendra-t-il ? Et puis, une Union européenne qui tolère quelque 6 000 morts dans la mer Méditerranée n'a-t-elle pas déjà perdu la bataille des valeurs ?

Face à une Europe faible, parcourue de crises internes et externes, d'anciennes puissances se sont réaffirmées en 2016 : la Russie et la Chine. Elles l'ont fait en retrouvant, en délimitant et en protégeant leur zone d'influence traditionnelle, leur politique de voisinage : l'ancien espace soviétique et son flanc sud pour Moscou et la zone stratégique de la mer de Chine – et la nouvelle importance de certaines îles... parfois artificielles – pour Pékin. Cependant, cette réaffirmation ne conduit pas à un rééquilibrage des puissances mais à une exacerbation de la puissance, à une division entre puissances, voire à leur confrontation indirecte – comme sur le terrain syrien. Le risque, c'est un repli sur son Etat-nation, un chacun pour soi mondial, où toutes les avancées du XX<sup>e</sup> siècle en termes de cadres juridiques et institutionnels et de valeurs universelles se voient mises sur la touche, voire remises en cause. A la place, il y aurait

le vide, l'exacerbation de la peur, la perte de repères, non parce qu'on leur substituerait un nouveau modèle. Juste un monde sous influences et sans cap où règne la loi du plus fort, où le langage guerrier est dominant, accentué encore par celui de la « guerre au terrorisme ». Est-ce la fin du monde tel qu'on le connaît ? (6)

UNE NOUVELLE EPOQUE GLACIAIRE ?  
À LA LIMITE DE NOS CONTRADICTIONS

Un monde en transition, donc un monde fragile ou fragilisé par plusieurs forces contraires et par un fléau qui fait perdre la raison : le terrorisme. Le monde de 2016 est un monde qui est arrivé au bout d'un certain nombre de ses contradictions. C'est aussi un monde géré par les incertitudes, également conséquence d'un terrorisme que les Etats ne savent pas vraiment combattre et que certaines de leurs politiques contradictoires alimentent de fait. Car, par où commencer dans un monde qui oublie la complexité, favorise le traitement simpliste des événements et accentue les problèmes et les inégalités. ? La réponse facile est donc sécuritaire, guerrière.

De fait, « face à la montée du terrorisme islamiste, les démocraties libérales, l'Europe et les Etats-Unis, n'ont pas su réagir calmement et n'ont trouvé qu'une parade : la posture guerrière. Soi-disant au nom de valeurs universelles, en réalité pour masquer leurs peurs. Afghanistan, Irak, Libye, Mali : aveuglés par notre propre puissance de feu et nos équipements militaires de pointe, nous avons voulu modifier l'ordre mondial sans prendre en compte le fait que nous étions de plus en plus vulnérables. Nous avons ajouté de la tension à la tension sans aider les pays en crise à guérir de leurs maux. Et cela se retourne aujourd'hui contre nous » (7). L'année a commencé avec les attentats de Bruxelles (22 mars), s'est poursuivie avec l'attentat de Nice (14 juillet) et s'est terminée par un attentat sur un marché de Noël à Berlin (19 décembre) et un autre sur un marché de Bagdad (31 décembre) (8). Le cercle vicieux est en marche et ne pourra être brisé par les interventions militaires, principalement aériennes d'ailleurs, menées loin de nos frontières. Pendant combien de temps encore le monde pourra-t-il s'enfermer dans cette guerre sans fin contre le terrorisme ?

Cette guerre sans fin est un danger au plan externe comme interne car elle empêche de comprendre les racines du mal, elle induit des comportements binaires et sectaires et elle transforme des Etats de droit en Etats policiers. Elle conduit à dépenser tant et plus dans des solutions aux résultats

(6) Pour reprendre le titre d'un article de *Foreign Policy* présentant le livre de Richard HAAS, président du Council on Foreign Relations, *A World in Disarray: American Foreign Policy and the Crisis of the Old Order*, 9 janv. 2017.

(7) Propos de Dominique DE VILLEPIN, in « *Après la diplomatie morale, le retour de la politique* », *op. cit.*

(8) Au total, en 2016, il y a près de 140 attentats d'Istanbul à Berlin, en passant par la Côte-d'Ivoire, le Burkina Faso, l'Arabie saoudite, l'Iraq, l'Afghanistan, le Pakistan, le Yémen, la Somalie, etc.

douteux qui exacerbent les tensions plutôt qu'elles ne les apaisent. Cette guerre conduit à accepter l'inacceptable au nom de l'inacceptable. Elle dirige les sociétés ouvertes et tolérantes vers la fermeture et les divisions, ce que veulent précisément ces terroristes. Comme le dit justement Jean-Marie Guéhenno, « *beaucoup de dirigeants de ce monde considèrent que la sortie de ces divisions de plus en plus profondes est de s'unir autour d'un même objectif partagé qu'est la lutte contre le terrorisme. Mais cela est une illusion : le terrorisme est une tactique, et lutter contre une tactique ne peut permettre de définir une stratégie. Les groupes djihadistes exploitent les guerres et l'effondrement de l'Etat pour consolider leur pouvoir, et ils prospèrent du chaos* » (9). Bref, la guerre contre le terrorisme est un piège où ceux qui y participent se font en réalité instrumentalisés par ceux qui l'alimentent. C'est ainsi que beaucoup d'États ont adhéré au discours selon lequel Bachar al Assad combattait « *les terroristes* », alors qu'il a d'abord combattu ses opposants politiques avant de combattre l'Etat islamique. Il les a combattus car il savait qu'au bout du compte, en écrasant la rébellion non djihadiste et en réduisant l'équation à deux acteurs (la dictature ou les djihadistes), il y a un camp que les Occidentaux ne pourraient jamais choisir.

La multiplicité des acteurs permet de brouiller les cartes, mais les contradictions sont là. L'accent mis sur le sécuritaire et la guerre fait marcher le complexe militaro-industriel des membres permanents du Conseil de sécurité, les plus importants marchands d'armes de la planète. Cela alimente en retour nombre de guerres, où ces armes se retrouvent aussi souvent entre de mauvaises mains – terroristes –, ce qui alimente d'autant l'insécurité d'un pays ou celle d'une région. La prolifération des armes alimente inévitablement la guerre et tous les discours sur la prévention des conflits ne sont alors qu'une juxtaposition de mots sans fondement. Nouvelle contradiction : le budget alloué à l'ensemble du système des Nations Unies ne représente pas plus d'un pour cent du total des dépenses militaires mondiales et beaucoup le trouvent encore trop élevé... Ainsi que l'explique Jean-Marie Guéhenno, « *de la crise mondiale des réfugiés à la propagation du terrorisme, notre échec collectif à résoudre les conflits donne naissance à de nouvelles menaces et situations d'urgence. Même dans les sociétés pacifiques, la politique de la peur mène à une dangereuse polarisation et à une démagogie* » (10). Ultime contradiction. Les murs dressés aux frontières ne font qu'alimenter la peur des uns et le ressentiment des autres sans arrêter pour autant le flux de migrants et/ou de réfugiés (11). Hypocrisie généralisée qui consiste à stigmatiser l'autre, l'étranger, le nouveau venu dont pourtant notre économie, notre

(9) Jean-Marie GUÉHENNO, « When the line between war and peace becomes blurred, how do we keep ourselves safe? », World Economic Forum, 3 janv. 2017.

(10) Jean-Marie GUÉHENNO, « 10 conflicts to watch in 2017 », *Foreign Policy*, 5 janv. 2017.

(11) Le mot « réfugié » a été couronné mot de l'année au Festival du mot de La Charité-sur-Loire (Nièvre).

démographie, notre marché du travail a besoin. Hypocrisie qui alimente la montée des extrémismes et fait triompher les incertitudes électorales.

#### DES INCERTITUDES A L'INFINI

Un monde soumis à des influences multiples est aussi un monde rempli d'incertitudes, où les principes ont peu de poids et où un certain laisser-faire règne, voie à toutes sortes de dérives. Incertitudes qui alimentent les peurs qui plaisent aux démagogues, lesquels exploitent à leur tour les mauvais penchants de nos sociétés mal informées. La principale incertitude de l'année a été générée par l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis le 8 novembre, de par son style, ses idées et son entourage. Ainsi, « *le président-élu Trump apparaît comme un étrange mélange d'inexpérience totale en politique étrangère, et d'une envie instinctive de bouleverser l'ordre existant* » (12). L'un des cinq présidents de l'histoire des Etats-Unis à avoir gagné l'élection en perdant le vote populaire et le premier à n'avoir ni expérience militaire ni expérience gouvernementale préalable. Un populiste appartenant à l'élite contre laquelle il s'est positionné.

De fait, cette élection matérialise-t-elle pour de bon la fin de l'après-Guerre froide, comme le pense Hubert Védrine (13) ? Matérialise-t-elle un véritable tournant de par les positions pour le moins iconoclastes du nouvel occupant de la Maison-Blanche et ce « *mélange d'isolationnisme, nationalisme et unilatéralisme* » (14) : abandon du principe de Chine unique – pouvant mener à une possible reconnaissance de Taiwan –, rapprochement avec la Russie, retrait des affaires mondiales, volonté de transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, avec comme conséquence la reconnaissance *de facto* de Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu, volonté de rompre l'accord iranien sur le nucléaire, volonté de relancer la course aux armements, entre autres, critique de l'OTAN pourtant pierre angulaire de la sécurité transatlantique et remise en cause de l'accord sur le climat. Autant de dossiers, autant de menaces et d'incertitudes quant à leur mise à exécution. Le monde va devoir s'habituer à avoir une Amérique moins impliquée sur la scène internationale, qui ne veut plus jouer les gendarmes du monde, et une Amérique qui se barricade et se replie derrière ses frontières, dont une – celle du Sud – est murée depuis quelques années déjà. C'est bien la fin d'un ordre international dominé par les Etats-Unis, du « siècle américain » ouvert par le premier conflit mondial.

Est-ce à dire que l'Amérique laissera les affaires du monde gérées par ses anciens ou ses nouveaux alliés ? Une incertitude de plus. Cette attitude sera-t-elle la conséquence d'un désengagement ou d'une incompréhension

(12) Pierre HASKI, « 2016, l'année où le monde a basculé », *Le Nouvel Obs*, 19 déc 2016.

(13) Cf. l'entretien d'Hubert VÉDRINE, « En Occident, l'heure est venue d'un inventaire sérieux sur nous-mêmes », *Le Monde*, 13 janv. 2017.

(14) « Les Etats-Unis dans le monde » – 3 questions à Célia Belin et Frédéric Charillon, *IRIS*, 2 dé. 2016.

du monde, d'un manque de prise sur les événements et de poids vis-à-vis de ses interlocuteurs ? De ce point de vue, 2016 a vu à quel point les Etats-Unis et leurs partenaires occidentaux d'ailleurs se sont faits « doublés » dans le « règlement » – momentané – de la crise en Syrie par trois pays aux intérêts bien compris dans cette région : la Russie, la Turquie et l'Iran. De fait, ils n'occuperont qu'une place de second ordre dans les pourparlers de paix qui se tiendront à Astana – au cœur d'une Eurasie, siège des puissances de demain ? – le 23 janvier 2017 : sans aucun doute une première pour les Etats-Unis. Ici, ce sont bien les acteurs les plus malins, les plus froids et les plus déterminés qui ont « gagné » – mais la guerre en Syrie n'est pas encore terminée – en privilégiant la manière forte, sans état d'âme. C'est la victoire de l'audace et du cynisme diplomatiques et militaires sur les « *atermoissements d'un Occident déboussolé et épuisé* », de la force sur la diplomatie et des hommes forts (Poutine, Assad, Erdogan, etc.) (15). Comme l'explique Hubert Védrine, « *Alep symbolise l'effondrement des politiques occidentales guidées avant tout par des critères moraux et des postures éthiques, sans doute honorables, mais qui, en pratique, n'ont pas marché. Finalement, c'est la Russie qui a les cartes en main, avec l'Iran* » (16).

De même, on peut dire qu'en 2016 les Européens ont perdu la Turquie. Dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, un coup d'Etat militaire échoue, faisant 265 morts, dont 104 putschistes. Dans les jours qui suivent, le pouvoir en place ordonne l'arrestation de 6 000 militaires et 3 000 magistrats sont démis de leur fonction. Occasion rêvée saisie par un Président turc qui avait déjà emprunté le chemin de la présidentialisation de son régime, mis sous contrôle les principaux médias du pays, accentuant ainsi une dérive autoritaire qu'aucun ancrage, soit l'Union européenne – le Parlement européen a d'ailleurs demandé le gel des négociations avec Ankara – soit à l'Alliance atlantique – Washington a au contraire déplacé ses armes nucléaires de sa base aérienne d'Incirlik vers la Roumanie –, ne peut éviter. Recep Tayyip Erdogan semble donc avoir bel et bien renoncé au destin européen de son pays : est-ce le résultat de promesse – d'adhésion – non tenue par l'Europe ou de la dérive autoritaire d'un seul homme ? Quoi qu'il en soit, la Turquie se tourne vers le Moyen-Orient, où elle opère un renversement d'alliance en renouant avec la Russie et avec une obsession, éviter la constitution d'un Etat kurde auquel le soutien américain dans la guerre contre Daech a donné une nouvelle actualité.

Cette pause dans une guerre qui a entamé en 2016 sa cinquième année d'horreurs, a dépassé les 500 000 morts et a déplacé 11 millions de personnes – un nettoyage ethnique qui ne dit pas son nom et laisse le « sultan » sanguinaire en place (17) – n'apporte aucune réponse aux

(15) Pierre HASKI, *op. cit.*

(16) Cf. l'entretien d'Hubert VÉDRINE, *op. cit.*

(17) En référence au roman d'Isabelle HAUSSER indispensable à la compréhension des ressorts du régime syrien : *Les Couleurs du sultan*, Buchet Chastel, Paris, 2014, 360 pages.



incertitudes qu'elle a générées : la question kurde, la crise de l'Etat iraquien, l'absence de perspectives d'une Syrie dépecée, le combat contre Daech, la lutte entre Chiites et Sunnites, la question des frontières. De plus, la région reste minée par les nombreuses questions en suspens : celle de la durabilité des régimes autoritaires, celle du soutien de certains Etats de la région au terrorisme, la question palestinienne et la mort de fait de la solution à deux Etats avec la poursuite de la colonisation israélienne de la Cisjordanie. Sur tous ces dossiers, les jeux contradictoires des acteurs internationaux, régionaux et frontaliers ne peuvent que prolonger la guerre.

On peut dire qu'en 2016, les diplomaties occidentales n'ont guère été à la hauteur des enjeux ; elles n'ont pas su – ou pas voulu – comprendre les acteurs qu'elles souhaitaient combattre et ainsi pas trouvé les ressorts permettant de trouver des solutions réalistes. Comme le constate Bertrand Badie concernant le dossier syrien, la posture initiale qui consistait à « *brandir, la main sur le cœur, qu'on ne parlerait plus jamais au dictateur incriminé* » « *relevait de l'extrême naïveté diplomatique* » ; puis, « *assortie de la certitude que Bachar al Assad ne tiendrait que quelques semaines, elle devenait l'otage d'un pari risqué digne de turfistes ou de pelousards d'occasion. Le choix était même irréaliste dès lors qu'on savait que les armées occidentales ne conduiraient aucune coalition capable d'épauler une insurrection dont on ne s'assurait ni de l'identité ni des soutiens régionaux. Il devenait carrément arrogant dès lors qu'il était perçu, à tort ou à raison, comme le prolongement d'une diplomatie 'transformationnelle', c'est-à-dire visant à guider les changements de régime là où on le décide* » (18). Analyse de départ erronée couplée à une approche idéologique (anti-russe et anti-iranienne) : un mélange qui a conduit à perdre le contrôle de ce qui se tramait réellement face à des acteurs dont soit la survie soit la renaissance était en jeu. Ainsi, « *ce faisant, Vladimir Poutine a lavé l'affront de la mort de l'Union soviétique, qu'il avait lui-même qualifié de catastrophe historique pour la Russie. Le Président russe n'a eu de cesse de rendre sa fierté et son rang à une Russie reléguée par les Américains à celui de puissance régionale en déclin. Il l'a fait sans gants et sans états d'âme, remettant la Russie au centre du jeu mondial malgré tous ses handicaps* » – puissance aux pieds d'argile économiquement faible et démographiquement en déclin (19). Un autre grand pays est sorti vainqueur de ces mouvements : l'Iran, « *seul pays de la région à avoir su mêler soft et hard power, nouer des alliances sans perdre de vue ses intérêts, mobiliser tour à tour la foi religieuse (chiïte) et la rationalité politique, à contrôler sans intervenir directement* » (20).

Une telle posture correspond aussi à un moment où les grandes puissances ne sont plus de vrais parrains auxquels leurs protégés obéiraient

(18) Bertrand BADIE, « Les impasses occidentales en Syrie », *The Conversation*, 12 déc. 2016.

(19) Pierre HASKI, *op. cit.*

(20) Christophe AYAD, « Proche-Orient : le grand bouleversement », *Le Monde*, 23 déc. 2016.

sans ciller. Les Etats ne se laissent plus faire, ne sont plus impressionnés par les pressions des uns ou des autres. Ainsi, le Président du Soudan du Sud, qui poursuit sa lutte pour le pouvoir, conforté d'ailleurs par la division du Conseil de sécurité quant à l'opportunité de mettre en place un embargo sur les armes – décision qui aurait dû être prise dès 2011 avant la création d'une opération de maintien de la paix sur place. De plus, le président Salva Kiir refuse toujours le déploiement d'une force onusienne supplémentaire de 4 000 hommes à Juba, en dépit du vote de la résolution du Conseil de sécurité. Aucune pression extérieure n'a pu non plus changer de position le Président burundais et sa volonté de briguer un troisième mandat et de risquer ainsi d'amener son pays au bord de la crise. Les quinze ambassadeurs du Conseil de sécurité se sont déplacés en janvier puis mars 2016 pour parler avec Pierre Nkurunziza, mais rien n'y a fait.

#### DES RAISONS D'ESPÉRER ? DE NOUVELLES VOIES A ESQUISSE

Dans un tableau relativement sombre du monde de 2016, y a-t-il tout de même des raisons d'espérer ? Le monde n'a jamais autant produit de richesses qu'aujourd'hui, même si les inégalités se creusent. La mondialisation fait peur à certains, mais elle a créé une mobilité et des échanges sur lesquels personne ne pourra revenir et qui ont permis une connectivité entre les gens sans précédent. Comme le souligne Jean-Marie Guéhenno, « *les pays voudront peut-être se renfermer, mais il n'y a pas de paix et de prospérité sans une gestion plus coopérative des affaires mondiales* » (21). Malgré les nombreuses guerres dans l'impasse (Syrie, Yémen – guerre largement oubliée qui a tué 10 000 personnes dont un tiers de civils et laissé 21 millions de personnes dans la dépendance à l'aide alimentaire –, Afghanistan, Sahel, Libye, Soudan du Sud, Darfour, Somalie, Iraq), la paix est en marche dans d'autres endroits du globe.

Le 1<sup>er</sup> décembre, la paix a été signée en Colombie entre le gouvernement et les FARC mettant ainsi fin au plus ancien conflit au monde. Depuis l'arrivée au pouvoir d'un nouveau Président à Chypre Nord, Mustapha Akinci, en avril 2015, des pourparlers directs ont été relancés pour trouver une solution à la division de l'île : ils pourraient aboutir en 2017 si la Turquie assouplit sa position sur la présence de ses forces armées et permettre la réunification de la dernière capitale divisée en Europe, Nicosie. La paix est avant tout faite par des hommes de bonne volonté qui veulent dépasser les vieilles rancœurs et les traumatismes du passé. Le président Obama a rétabli les relations diplomatiques avec Cuba et s'est rendu sur l'île en mars 2016, ouvrant la voie à une levée de l'embargo américain. Les derniers jours de 2016 ont vu la signature, entre les représentants de la majorité présidentielle et de l'opposition, réunis à

(21) Jean-Marie GUÉHENNO, « 10 conflicts to watch in 2017 », *op. cit.*

Kinshasa sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo, d'un « *accord global et inclusif* » sur la gestion de la transition politique et l'organisation d'élections présidentielles en 2017.

Et puis, là où les ambitions sont plus mesurées dans la résolution des crises, des « îles de stabilité » existent même dans des pays en guerre (la province de Balkh en Afghanistan, le Kurdistan iraquien, la région du Somaliland) (22). L'erreur de ces années d'interventions tous azimuts a sans doute été de placer la barre trop haut, de prendre modèle sur le Danemark – selon l'expression de Francis Fukuyama : « *getting to Denmark* » et de transformer des pays pauvres et instables en démocraties apaisées et prospères. Cependant, cela est-il véritablement réaliste ? Des voix s'élèvent donc pour réclamer une autre stratégie envers ces Etats fragiles, estimant que les interventions doivent être plus sélectives et mieux préparées, plus en phase avec les besoins réels de ces pays. Elles doivent également être mieux conditionnées à l'avancée de mesures concrètes en faveur de la paix. Ces années d'interventions militaires ont montré les limites de ce type d'action. Quand les peuples ne sont pas prêts à faire la paix, personne ne peut les y amener ; quand ils la veulent, les internationaux peuvent aider mais certainement pas se substituer à des processus de reconstruction de l'Etat menés par les acteurs locaux eux-mêmes, qu'ils s'approprient. D'ailleurs, a-t-on vraiment « *les moyens de nos émotions* » ? (23) Cette fin de la suprématie absolue occidentale ne doit-elle pas nous pousser à repenser nos interventions, à en faire le bilan et à privilégier d'autres méthodes sans aucun doute plus modestes dans leurs moyens et dans leur conception ?

Si les Etats-Unis ne peuvent plus jouer un rôle modérateur, d'autres puissances pourront-elles prendre le relais ? Face aux messages outranciers du nouveau Président américain, la Chine apparaît comme une puissance tranquille qui défend, comme tous les progressistes, l'Accord de Paris sur le climat et l'accord iranien, qui arrive à gérer la mondialisation (notamment dans le domaine des communications, en contradiction directe avec son mode de gouvernement). La Chine tente de se projeter autrement, avec un savant mélange de participation à l'effort collectif de maintenir la paix dans le monde – la Chine est devenue en une année le deuxième contributeur financier de l'ONU et le premier contributeur de Casques bleus parmi les membres permanents du Conseil de sécurité –, mais sans donner des leçons, tout en gérant des intérêts énergétiques bien compris (captation de matières premières en Afrique par exemple). Bref, qui se pose en défenseur du multilatéralisme face à une Amérique imprévisible. Position modérée qui n'oublie pas ses intérêts stratégiques mais qui œuvre en faveur de la stabilité et d'une meilleure prédictibilité.

(22) Michael F. HARSCH, « A better approach to statebuilding: lessons from islands of stability », *Foreign Affairs*, 3 janv. 2017.

(23) Cf. l'entretien d'Hubert Védrine, *op. cit.*

L'autre force tranquille dont on ne peut que souhaiter qu'elle reprenne le dessus, c'est l'Union européenne, sans doute poussée en cela par l'Allemagne – avec la France –, qui ne connaît que trop bien le prix de la désunion. Elle devrait retrouver du sens à l'intérieur de ses frontières, constituer un pont avec les régions qui sont à ses marges (Maghreb, Turquie, Proche-Orient, Balkans, Ukraine, Russie) en accompagnant, plutôt qu'en forçant, les changements. L'Europe, continent vieillissant, ne peut en réalité se payer le luxe de se morceler. Il revient à l'Union européenne de redevenir le défenseur du multilatéralisme, non par esprit de contradiction par rapport aux positions probables du Président américain, mais parce que les crises de notre monde ne peuvent qu'être réglées à plusieurs, à travers un équilibre des pouvoirs.

Enfin, ni le repli sur ses frontières purement nationales ni « l'horizon infini de la mondialisation » ne sont en réalité des alternatives réalistes du monde à venir, du nouvel ordre mondial qui se construit. Ainsi, « *le conflit des utopies du passé et du futur ne doit plus nous occuper* » (24). C'est donc vers un ailleurs qu'il faut aller. En attendant qu'il soit défini, c'est bien un hiver de divisions inutiles, de soubresauts nationalistes et de démagogie qui s'est installé. 2017 sera peut-être encore pire que 2016..

(24) Bruno LATOUR, *loc. cit.*